



Pôle des politiques publiques

Section environnement - Guichet Unique ICPE

Arrêté Préfectoral n° 58-2025-04-27-00001

portant mise en demeure à la société AXEREAAL de respecter certaines dispositions des arrêtés préfectoraux réglementant, au titre des ICPE, son installation de stockage de céréales et d'engrais ammonitrates située sur le territoire de la commune de Guérigny

La préfète de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU** le Code de justice administrative ;
- VU** le décret du 27 avril 2023 portant nomination de M. Ludovic PIERRAT en qualité de secrétaire général de la préfecture de la Nièvre ;
- VU** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Mme Fabienne DECOTTIGNIES en qualité de préfète de la Nièvre ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4702 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 89-68, délivré le 12 janvier 1989 à la société SCAN, portant autorisation d'extension d'un silo de stockage de céréales sis sur le territoire de la commune de Guérigny ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2001-P-3456 du 5 novembre 2001 fixant les dispositions applicables au dépôt d'engrais à base de nitrates, exploité par SCAN/EPIS-CENTRE et situé sur le territoire de la commune de Guérigny ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire « silo » n° 2013-352-003 en date du 18 décembre 2013 portant prescriptions complémentaires applicables aux installations de stockage de céréales exploitées par la coopérative AXEREAAL sur le territoire de la commune de Guérigny ;
- VU** l'arrêté préfectoral modificatif du 3 avril 2018 portant déclassement d'activités exercées par la SCA AXEREAAL sur le territoire de la commune de Guérigny ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2021-11-17-00002 du 17 novembre 2021 portant mise en demeure à la SCA AXEREAAL, exploitant une installation de stockage de céréales sur le territoire de la commune de Guérigny, de respecter les dispositions prévues à certains articles de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, modifié, et de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 janvier 1989, susvisé ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2024-11-11-00001 du 11 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Ludovic PIERRAT, secrétaire général de la préfecture de la Nièvre ;

- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement, suite à la visite du 16 décembre 2024, transmis à l'exploitant par courrier en date du 25 mars 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;
- VU** le projet d'arrêté transmis le 25 mars 2025 à l'exploitant en application de l'article L. 171-6 du Code de l'environnement ;
- VU** les observations de l'exploitant du 8 avril 2025 sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du Code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 16 décembre 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respectait par les dispositions des articles suivants :

- articles A2.3 et A2.6 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 1989, susvisé, stipulant que « le transvasement de matières toxiques, corrosives ou polluantes à partir de véhicules citernes automobiles ou de wagons citernes doit être pratiqué sur une aire aménagée à cet effet. Cette aire doit comporter un sol étanche et doit être munie d'une rétention suffisante pour contenir tout déversement accidentel » ;
- article 2.6 de l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2001, susvisé, stipulant que « le hall de stockage doit être muni de détecteurs automatiques de fumées ou de combustion » ;

CONSIDÉRANT que, malgré l'inobservation des prescriptions susvisées, et notamment celles préconisées par les articles A.2.3 et A.2.6 de l'arrêté du 12 janvier 1989, susvisé, l'exploitant a tout de même réalisé une dalle étanche, associée à une procédure lors du dépotage des camions, à savoir l'obturation de la gouttière d'évacuation des eaux et la mise en place de boudins absorbants autour du camion ;

CONSIDÉRANT que malgré cette procédure, l'exploitant ne peut garantir l'épanchement de matières toxiques lors du dépotage des camions en dehors de cette aire et ne réponds pas aux exigences réglementaires du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, bien que des travaux aient été entrepris, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du Code de l'environnement en prorogeant la mise en demeure la société AXEREAL de respecter les prescriptions des articles A2.3 et A2.6 de l'arrêté du 12 janvier 1989, en rénovant l'aire de dépotage et en la reliant à un dispositif de type débourbeur-déshuileur ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Nièvre ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Mise en demeure

La société AXEREAL, exploitant une installation de stockage de céréales et d'engrais ammonitrates sur le territoire de la commune de Guérigny, est mise en demeure de respecter **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- les dispositions prévues aux articles A2.3 et A2.6 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 1989, susvisé, en mettant aux normes son aire de dépotage,
- les dispositions prévues à l'article 2.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 novembre 2001, susvisé, en procédant à la pose de détecteurs d'incendie ou de gaz de combustion.

Article 2 : Levée de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 novembre 2021

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 58-2021-11-17-00002 du 17 novembre 2021, susvisé, sont levées et remplacées par les dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 : Sanction

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 : Publicité et notification

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société AXEREAL.

Article 5 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut également être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

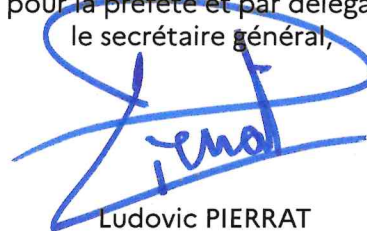
Article 6 : Exécution et copies

- le secrétaire général de la préfecture de la Nièvre,
- le maire de Guérigny,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre et dont l'original sera transmis au directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le 27 AVR. 2025

La préfète,
pour la préfète et par délégation,
le secrétaire général,



Ludovic PIERRAT

